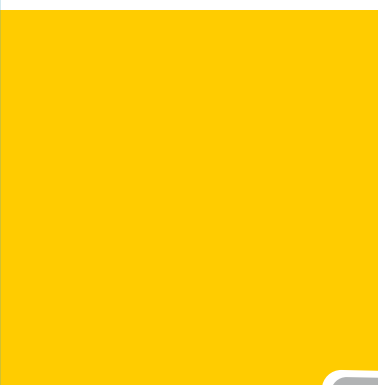




**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE



2015

**Pays voisins du Sud
et Fonds fiduciaire
de la FEMIP**
Rapport annuel

Sommaire

- 2** Avant-propos du vice-président
- 4** Pays voisins du Sud
 - 4** Évolution de la situation politique et macroéconomique
 - 5** Activités de financement de la BEI en 2015
 - 7** Coopération avec d'autres institutions financières internationales
-  **8** Fonds fiduciaire de la FEMIP
 - 8** Approbations au titre du FFF – 2005-2015
 - 10** Déclarations des donateurs
 - 12** Perspectives de financement du FFF
 - 12** Contributions des donateurs
 - 13** Financements de tiers
 - 14** L'année 2015 en bref
 - 15** Opérations approuvées au titre du FFF en 2015
 - 15** Opérations au titre du FFF achevées en 2015
-  **16** Volets ciblés du Fonds fiduciaire de la FEMIP
 - 16** CAMENA – Soutien aux actions en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
 - 17** Enveloppe destinée à l'investissement d'impact
 - 18** Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville
-  **20** Programmes du Fonds fiduciaire de la FEMIP axés sur le renforcement des capacités
-  **24** Activités publiques en 2015
-  **28** Perspectives
-  **30** Annexes statutaires relatives au FFF
 - 30** Annexe 1 Opérations approuvées au titre du FFF au 31 décembre 2015
 - 34** Annexe 2 Opérations approuvées en 2015
 - 38** Annexe 3 Opérations achevées en 2015
 - 44** Annexe 4 Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord :

Avant-propos du vice-président



En 2015, la BEI a conservé son rang de premier bailleur de fonds des pays voisins du Sud de l'UE. Douze nouvelles opérations de prêt répondant à deux objectifs généraux fixés dans le mandat de prêt extérieur 2014-2020, le développement des infrastructures et le secteur privé, ont été signées pour un montant total supérieur à 1,4 milliard d'EUR.

Hormis le niveau traditionnellement élevé des investissements dans les infrastructures, l'année a été marquée par un soutien accru au secteur privé, qui doit être envisagé dans le contexte des négociations d'accords de libre-échange complet et approfondi (ALECA) entre l'UE et ses pays partenaires.

L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets demeurent un important objectif du programme de la BEI car celle-ci s'est engagée à porter sa contribution aux actions en faveur du climat de 25 % à 35 % de son portefeuille de prêts pour les opérations hors UE d'ici à 2020. Dans ce contexte, les ressources du Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) canalisées par la nouvelle enveloppe de l'action en faveur

du climat au Moyen-Orient et en Afrique (CAMENA) ont permis d'entreprendre de nouvelles activités afin d'amplifier et de renforcer l'impact sur le climat des activités de prêt de la BEI.

Améliorer la vie des habitants de la région en soutenant l'environnement, les infrastructures, l'innovation et les PME est l'objectif général de la BEI, et le FFF joue un rôle important dans la réalisation de cette grande ambition. En effet, plusieurs projets d'infrastructures de la Banque, vitaux pour la croissance économique, ont bénéficié du soutien du FFF en 2015, notamment de l'assistance technique indispensable à la préparation et à la mise en œuvre des projets.

Les donateurs du FFF jouent eux aussi un rôle important dans la réalisation des objectifs de la Banque et celle-ci considère aujourd'hui le panachage des prêts avec des aides non remboursables et les services de conseil comme un pilier de son modèle économique.

L'année 2015 a été marquée par la crise des réfugiés, qui aura une forte influence sur notre travail à l'avenir. Cette crise a de profondes répercussions sur l'Europe, mais ses effets sont particulièrement sévères en Syrie et dans les pays voisins. La Banque entend jouer un rôle actif dans la réponse apportée par l'UE, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe.

La présence historique de la BEI dans les pays voisins du Sud, où elle soutient les investissements dans les infrastructures publiques et dans le développement du secteur privé, peut apporter une valeur ajoutée dans cette époque de défis économiques. Le FFF est un instrument éprouvé grâce auquel la BEI et la communauté des donateurs peuvent coopérer efficacement dans l'intérêt de la région.

Vice-président de la BEI
Román ESCOLANO





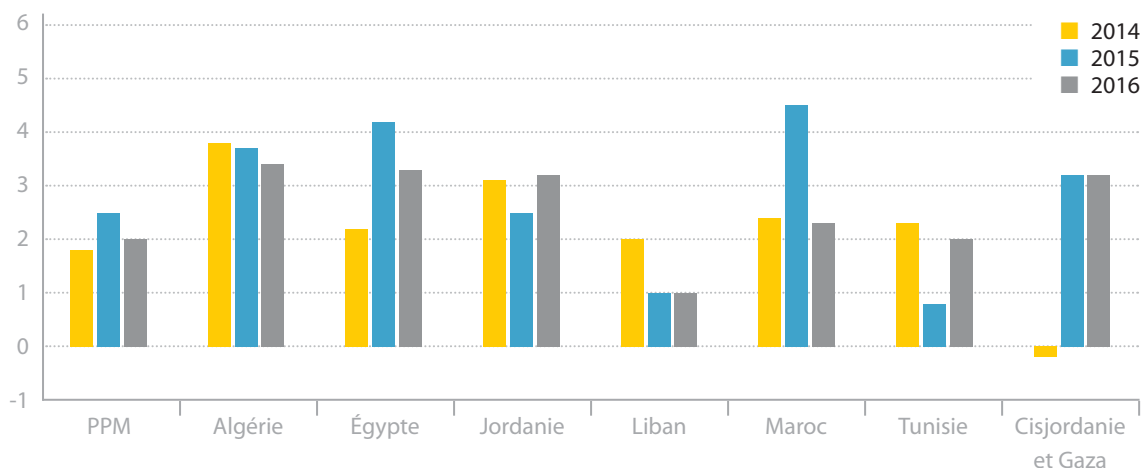
Évolution de la situation politique et macroéconomique

L'année 2015 a été particulièrement difficile pour les pays voisins du Sud, plus particulièrement dans le contexte de la persistance du conflit et de l'instabilité en Syrie, qui a des conséquences directes sur les pays voisins et engendre d'importants flux migratoires dans la région et au-delà.

En 2015, les économies de la région méditerranéenne ont enregistré une croissance de 2,5 % en moyenne, un taux légèrement supérieur à celui observé en 2014. L'activité économique est soutenue par une plus grande confiance des entreprises, l'augmentation de la demande des partenaires commerciaux et la baisse des prix du pétrole, laquelle allège également les pressions pesant sur les budgets et les comptes courants. Toutefois, dans le même temps, les répercussions

négatives des événements en Syrie et en Libye ont continué de peser sur l'activité économique des pays voisins. Bien que les réformes de l'environnement des affaires, notamment du cadre réglementaire et de la protection des investisseurs, favorisent l'activité économique et la confiance des consommateurs, de nouvelles réformes structurelles sont indispensables pour porter le potentiel de croissance à des niveaux qui aient des effets durables sur le chômage.

Croissance économique



C'est le Maroc qui, avec 4,9 %, a enregistré la plus forte croissance en 2015, à la faveur d'un fort rebond de sa production agricole et d'une progression modérée de son secteur manufacturier. En Égypte, la croissance économique s'est accélérée grâce à plus grande stabilité politique. La situation en Syrie pèse toujours lourdement sur les performances économiques au Liban

et en Jordanie. En Tunisie, les attaques terroristes ont provoqué un ralentissement prononcé du secteur touristique, qui représente 8 % du PIB ; de ce fait, la croissance économique a diminué pour s'établir à 1 % du PIB. En Algérie, la forte progression du PIB réel, basée sur des prix constants, masque un net recul du PIB nominal engendré par la baisse des prix du pétrole.

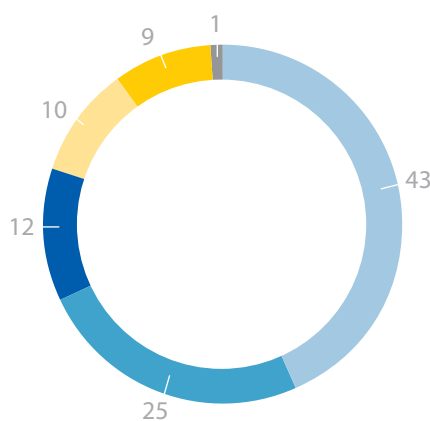
Activités de financement de la BEI en 2015

Dans ses interventions à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, la BEI poursuit une stratégie à trois piliers : prêts, panachage de ressources et conseils.

Prêts

En 2015, 1,4 milliard d'EUR au total ont été prêtés aux pays voisins du Sud. La BEI entend conserver sa place parmi les plus grands bailleurs de fonds de la région en privilégiant deux domaines d'activité principaux : **le financement des infrastructures et le soutien au secteur privé.**

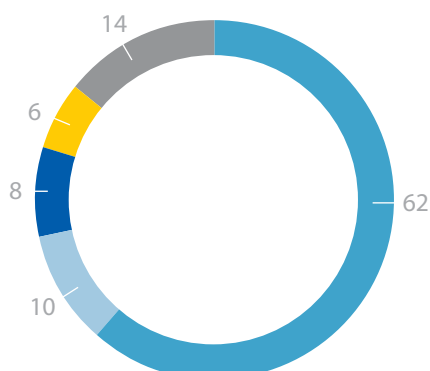
Douze nouvelles opérations ont été signées, dont la moitié (environ 25 % du total des prêts) dans le secteur privé, comprenant des lignes de crédit à l'appui de PME en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Quoique assez modeste en volume, le prêt de 10 millions d'EUR octroyé à Europac, une société espagnole qui investit au Maroc, mérite une attention particulière car il remplit un objectif supplémentaire de la BEI pour l'année : renforcer l'appui au développement du secteur privé par des prêts directs aux entreprises de taille comparativement plus grande.



Prêts signés en 2015

(répartition par secteur principal en pourcentage)

- Énergie 43 %
- Transport urbain/interurbain durable 25 %
- Accès des PME et des ETI aux financements 12 %
- Énergies renouvelables et efficacité énergétique 10 %
- Eau et assainissement 9 %
- Autres 1 %



Prêts signés en 2015

(répartition par pays en pourcentage)

- Égypte 62%
- Israël 10%
- Jordanie 8%
- Maroc 6%
- Tunisie 14%

Une autre réalisation importante a marqué l'année 2015 : **50 % des signatures dans la région ont soutenu l'action en faveur du climat**, principalement dans les secteurs de l'énergie et des transports, les autres opérations concernant le secteur de l'eau et les lignes de crédit.

Panachage de ressources

La Banque a continué à rechercher des financements complémentaires sous forme de subventions pour ses opérations de prêt, notamment en panachant activement ses prêts avec les soutiens de la **Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV)** financée par l'UE.

En 2015, des financements par voie d'aides non remboursables ont été affectés à deux opérations de la BEI, pour un total de 42 millions d'EUR, à l'appui du secteur de l'environnement et de l'assainissement en Égypte et du secteur privé dans la région des pays voisins du Sud, montant auquel il faut ajouter 37 millions d'EUR pour deux autres opérations cofinancées par la BEI avec la BERD (projet soutenant le développement de PME en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie) et l'AFD (projet dans le secteur de l'énergie et de l'environnement en Tunisie). Ces opérations comprenaient des subventions à l'investissement, des affectations sous forme de capital-risque ainsi que des activités d'assistance technique.

L'une des deux opérations conduites par la BEI et approuvées au titre de la FIV concernait une deuxième phase de la nouvelle Facilité de **capital-risque pour les pays voisins du Sud**, qui sera initialement dotée de 142,5 millions d'EUR, dont 50 millions d'EUR seront apportés par la Commission européenne (47,5 millions d'EUR pour les instruments financiers et 2,5 millions d'EUR pour l'assistance technique). Son objectif est de mettre en commun des ressources publiques et privées pour financer des fonds de capital-investissement et de capital-risque ainsi que des institutions de microfinance en vue d'octroyer des financements à des microentreprises et à de petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays voisins du Sud.

Conseils

Soutien au secteur des infrastructures. Dans les pays du voisinage, les services de conseil sont une composante essentielle de la stratégie de la BEI en matière d'appui aux infrastructures, dans le cadre de laquelle celle-ci collabore, avec les pays partenaires, à diverses activités allant du

dialogue politique en amont et de l'appui aux programmes de réforme au renforcement des capacités et à la préparation et à la mise en œuvre des projets. Dans les pays voisins du Sud, la BEI a poursuivi la mise en œuvre des trois actions de conseil financées par l'UE, l'une portant sur le secteur des transports (SNAP-T), la deuxième sur le secteur de l'eau (MeHSIP) et la troisième sur les PPP (MED5P).

Environnement et utilisation efficiente des ressources. Les pays voisins du Sud, qui forment une des régions les plus touchées par les changements climatiques, bénéficient désormais de l'enveloppe de 19,2 millions d'EUR (15 millions de GBP) de l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique (CAMENA) mise à la disposition du Fonds fiduciaire de la FEMIP par le Royaume-Uni. Sur la période 2015-2018, la CAMENA devrait permettre d'améliorer le contexte permettant aux différents établissements publics et privés des pays voisins du Sud d'investir en faveur du climat. L'assistance technique prévue par la CAMENA facilitera l'intégration systématique de considérations climatiques dans les opérations menées dans la région MENA.

Accès aux financements. Dans les pays voisins du Sud, la BEI a maintenu son soutien aux programmes ou initiatives dans le domaine de l'accès des PME aux financements, les concours étant principalement octroyés via le Fonds fiduciaire de la FEMIP et le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville. Ce sont : i) MicroMED, qui promeut le développement du secteur tunisien de la microfinance au moyen d'une palette complète de services de conseils techniques ; ii) le Programme de croissance pour les MPME en Jordanie, qui soutient les jeunes pousses et MPME locales innovantes, ainsi que le flux d'opérations des institutions de financement et des fonds d'investissement ; et iii) Banque mobile, une initiative amorcée dans le prolongement d'une étude antérieure du Fonds fiduciaire de la FEMIP sur les services financiers mobiles dans la région, qui promeut l'inclusion financière via les services financiers mobiles dans les pays voisins du Sud en renforçant les capacités des banques centrales locales afin de préparer et de maintenir les cadres propices nécessaires.

Réfugiés

En tant que banque de l'UE, la BEI a pour mission d'en soutenir les politiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire, ce qui suppose également de répondre efficacement aux défis posés par les migrations de grande

ampleur. Les migrations sont étroitement liées au développement économique insuffisant dans les pays d'origine et doivent être abordées sous l'angle du développement.

Face à la crise des réfugiés, qui implique de déployer l'aide humanitaire sous forme d'investissements de soutien au développement et à la résilience économiques, la Banque

a commencé à réfléchir à la manière dont elle peut, dans le cadre de ses mandats actuels, soutenir des projets qui renforceront la résilience économique de la région. Ces efforts demandent en particulier une coopération plus étroite entre les États membres, la Commission européenne et la Banque, notamment dans les domaines de l'assistance technique, des financements concessionnels et de l'atténuation des risques.

Coopération avec d'autres institutions financières internationales

En 2015, la Banque a maintenu ses partenariats actifs avec les institutions de l'Union européenne, les bailleurs de fonds internationaux et les plateformes de coopération.

Tout au long de l'année, la BEI a maintenu et renouvelé ses collaborations avec plusieurs **autres partenaires institutionnels**, dont l'Union pour la Méditerranée (auprès de laquelle elle a détaché un cadre de direction), le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (en partenariat avec la Banque mondiale) et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. En outre, dans

le prolongement d'une précédente collaboration fructueuse avec l'Organisation internationale du travail (OIT), un projet conjoint de soutien à la mesure de l'incidence sur l'emploi des investissements de la BEI en Tunisie est en cours de préparation, qui sera financé, par l'intermédiaire du FFF, par le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville.



Fonds fiduciaire de la FEMIP



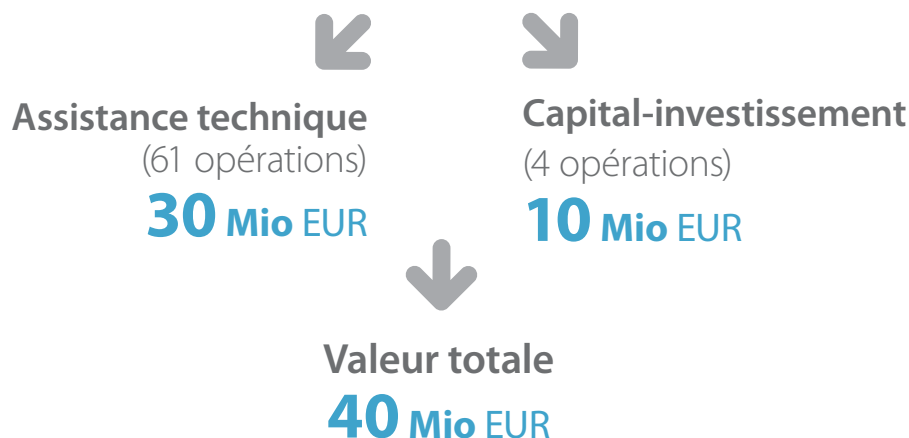
Depuis 2005, le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) soutient les activités de la Banque dans les pays voisins du Sud en finançant des opérations d'assistance technique, des interventions de soutien au renforcement des capacités, des études en amont et des opérations de capital-risque. Les **pays voisins du Sud qui peuvent actuellement prétendre à un soutien du FFF** sont les suivants : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye¹, Maroc, Palestine, Syrie² et Tunisie.

L'**Assemblée des donateurs** est l'organe de conseil et de décision du FFF, qui guide la stratégie et les orientations du Fonds et approuve les opérations proposées. C'est un forum qui permet aux donateurs de dialoguer avec la BEI sur la politique et la stratégie au regard des domaines d'intervention et des priorités du FFF.

Approbations au titre du FFF 2005-2015

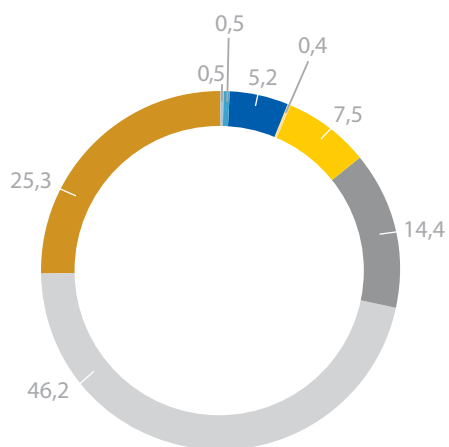
Depuis son lancement en 2005, le FFF a approuvé **65 opérations** d'une valeur cumulée de 40 millions d'EUR.

Opérations approuvées au titre du FFF 2005-2015



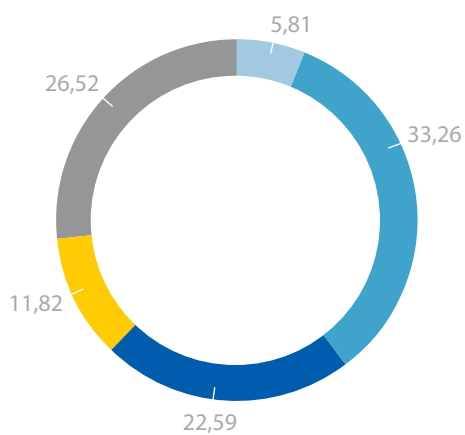
¹ La BEI pourrait entreprendre des activités en Libye si un accord-cadre est signé avec le pays.

² À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats de conseil technique portant sur des projets en Syrie.



Répartition par pays des approbations au titre du FFF (en Mio EUR, 2005 - 2015)

- Algérie 0,5 %
- Égypte 0,5 %
- Jordanie 5,2 %
- Liban 0,4 %
- Maroc 7,5 %
- Palestine 14,4 %
- Opérations régionales 46,2 %
- Tunisie 25,3 %



Répartition par secteur des approbations au titre du FFF (en Mio EUR, 2005 - 2015)

- Environnement 5,81 %
- Finance et MPME 33,26 %
- Infrastructures 22,59 %
- Opérations plurisectorielles 11,82 %
- RDI et capital humain 26,52 %

Déclarations des donateurs

Les réalisations du FFF sont le fruit d'une étroite collaboration entre la Banque et les donateurs du FFF au plan de la mise en commun des ressources financières et des connaissances. Quelques témoignages de donateurs du FFF sont présentés ci-après :



« **Le Royaume-Uni** a noué un partenariat avec la BEI en créant une enveloppe de financement dédiée à l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique (CAMENA) au sein du Fonds fiduciaire de la FEMIP. Les changements climatiques auront de très graves conséquences pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La croissance des pays de la région enregistre déjà de très fortes contraintes dues aux pressions sur l'énergie et l'eau et à la vulnérabilité aux fluctuations des prix du pétrole, des aliments et d'autres matières premières. Les pressions croissantes qui pèsent sur les ressources naturelles et les écosystèmes réduisent déjà la richesse et le bien-être des nations arabes.

La CAMENA est une initiative innovante qui, nous l'espérons, contribuera à libérer le potentiel d'un large éventail d'initiatives sobres en carbone et résilientes au climat, contribuant à la croissance économique et à la stabilité et favorisant la transition vers une gouvernance plus stable et inclusive dans la région. Le Royaume-Uni fournit 15 millions de GBP sur quatre ans à la CAMENA afin que celle-ci verse des subventions destinées à favoriser la transformation de concepts en phase de démarrage en projets bancables. Cette enveloppe permettra de faciliter la planification et la préparation de projets de taille modeste, de renforcer les capacités de divers établissements publics et privés dans le domaine de la conception et de la gestion de projets en faveur du climat et d'élaborer un petit nombre d'opérations d'apport de fonds propres. La CAMINA étant relativement récente, nous attendons avec intérêt de voir les premiers résultats et incidences dans la région au cours de l'année qui vient. Nous espérons aussi que d'autres donateurs verseront des contributions et s'associeront ainsi à nos efforts dans le cadre de la CAMENA. »

M^{me} Sarah Sanyahumbi

Chef du département Europe
du ministère britannique du développement international

« **Le Luxembourg** a eu le plaisir de pouvoir annoncer, cette année, une contribution de 1,2 million d'EUR, répartie sur trois ans au Fonds fiduciaire de la FEMIP. Par cette nouvelle contribution versée dans le cadre de la nouvelle phase de financement, le Luxembourg souligne la continuité de son soutien au Fonds.

Le travail du FFF, qui consiste à faciliter la mise en œuvre de projets d'investissement solides et durables, est essentiel pour apporter une réponse satisfaisante aux besoins des pays voisins du Sud. Dès sa création en 2005, le Fonds a joué un rôle primordial en favorisant des perspectives économiques à long terme stables et en ciblant le chômage des jeunes sur l'autre rive de ce bassin que les Romains appelaient à juste titre 'mare nostrum.' »

Pierre GRAMEGNA

Ministre des finances du Grand-Duché de Luxembourg



Autriche « La FEMIP a contribué de manière significative au développement économique et social des pays voisins du Sud et a favorisé la croissance et l'activité dans la région.

L'Autriche soutient fortement la FEMIP depuis sa création car c'est un instrument efficace de progrès économique, social et environnemental et elle souligne, dans ce contexte, l'importance du Fonds fiduciaire de la FEMIP dans le renforcement des compétences et des capacités et dans le soutien aux initiatives régionales pertinentes. »


















Harald Waiglein

Directeur général des affaires européennes et internationales
Ministère fédéral des finances

Perspectives de financement du FFF

Contributions des donateurs

Le tableau suivant présente les contributions reçues par le FFF au 31 décembre 2015 :

Donateur	Total des contributions reçues au 31.12.2015 (en milliers d'EUR)	dont contributions reçues en 2015 (en milliers d'EUR)	Nouvelles contributions annoncées en 2015 (en milliers d'EUR)
 Autriche	2 000		
 Belgique	2 500		
 Chypre	1 000		
 Commission européenne	1 000		
 Finlande	1 000		
 France	7 000		
 Allemagne	2 000		
 Grèce	3 000		
 Irlande	1 000		
 Italie	2 500		
 Luxembourg	4 600	400	1 200 ^(a)
 Malte	1 500		
 Pays-Bas	2 000		
 Portugal	1 000		
 Espagne	10 000		
 Suède	1 923		
 Royaume-Uni	9 866	6 850 ^(b)	
TOTAL	53 889	7 250	

^(a) En 2015, le gouvernement du Luxembourg a annoncé une nouvelle contribution de 1,2 million d'EUR et a versé la première tranche de 0,4 million d'EUR.

^(b) En 2015, le ministère britannique du développement international a versé 6,850 millions d'EUR en deux tranches. Le montant total de la contribution annoncée par le Royaume-Uni s'élève à 15 millions de GBP et sera entièrement dédié à l'enveloppe CAMENA.

Financements de tiers

Le FFF reçoit également des subventions versées par des tiers à des fins spécifiques. Le **Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville (FT MENA)** soutient des projets régionaux conduits par la BEI. Des contributions au FFF ont également été versées par des tiers conformément aux accords de coopération conclus avec l'**Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)**, basée aux Émirats arabes unis afin de cofinancer une étude intitulée

« Évaluer le potentiel de production d'énergies renouvelables dans les pays voisins du Sud », avec l'**Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)**, basée en Suède afin de soutenir une étude régionale conjointe intitulée « Améliorer les incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays voisins du Sud » et avec l'**Agence allemande pour la coopération internationale, GIZ**, afin de soutenir une étude liée au climat sur les « Possibilités de mise en place de mesures d'atténuation appropriées dans les différents pays voisins du Sud ».

Le tableau suivant présente les contributions de tiers reçues par le FFF au 31 décembre 2015 :

Tiers (en EUR)	Total des contributions	dont contributions reçues en 2015
Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville	16 250 991	12 862 209
Agence internationale pour les énergies renouvelables, Émirats arabes unis (IRENA)	18 075	
Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Suède (IDEA)	75 000	
Agence allemande de coopération internationale GIZ	100 000	100 000
TOTAL	16 444 067	12 962 209



L'année 2015 en bref

PRÊTS

- **Plus de 1,4 milliard d'EUR signés** pour 12 nouvelles opérations dans les pays voisins du Sud
- **50 %** des signatures dans la région ont soutenu **l'action en faveur du climat**

PANACHAGE DE RESSOURCES

- Subventions fournies par le biais de la Facilité d'investissement pour le voisinage (**FIV**) de la Commission européenne **totalisant 42 millions d'EUR** pour appuyer deux opérations de la BEI
- Subventions versées par le biais de la **FIV totalisant 37 millions d'EUR**, pour appuyer deux opérations cofinancées par la BEI, la BERD et l'AFD

CONSEILS

Opérations du FFF

- **3,6 millions d'EUR** d'opérations d'AT approuvées
- **3 millions d'EUR** d'opérations d'AT signées
- **2,3 millions d'EUR** de décaissements
- Signature d'une opération de capital-risque de **2 millions d'EUR** (COOPMED¹) au titre de la « nouvelle enveloppe pour l'investissement d'impact » du FFF

Autres

- **Trois programmes de conseils financés par l'UE** pour le secteur des transports (SNAP-T), le secteur de l'eau (MeHSIP) et les PPP (MED5P)

¹ Participation à un fonds de dette visant à soutenir des coopératives, des investissements responsables, des investissements en faveur de l'environnement et la microfinance dans la région méditerranéenne.

Opérations approuvées au titre du FFF en 2015

En 2015, l'Assemblée des donateurs du FFF a approuvé cinq nouvelles opérations pour un montant total de 3,6 millions d'EUR :

- quatre opérations d'une valeur totale de 1,6 million d'EUR au titre du volet spécial Action pour le climat du FFF, dont trois soutiennent des activités d'investissement au Liban, au Maroc et en Palestine, la dernière étant une opération régionale – une étude sur les mesures d'atténuation appropriées au niveau national ;
- une cinquième approbation portait sur l'octroi de 2 millions d'EUR au titre du volet spécial Investissement d'impact de la FFF pour soutenir des opérations de microfinancement dans la région.

Opérations du FFF approuvées en 2015	En EUR
CoopMed – Participation dans un fonds de dette soutenant la microfinance et l'économie sociale dans le bassin méditerranéen	2,0 millions
Mesures d'atténuation appropriées au niveau national dans les pays voisins du Sud – étude MAAN – (portée régionale)	0,3 million
Assistance technique au projet South Lebanon Water and Wastewater – (Liban)	0,15 million
Étude de faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire Melloussa-Tétouan – (Maroc)	0,55 million
Dessalement d'eau de mer à Gaza – préparation du projet – (Palestine)	0,6 million
TOTAL 2015	3,6 millions d'EUR

Opérations au titre du FFF achevées en 2015

En 2015, quatre opérations d'un montant total de 502 000 EUR ont été achevées. Les rapports d'achèvement sont joints à l'annexe 3 :

Opérations au titre du FFF achevées en 2015	En EUR
Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays voisins du Sud	71 900
Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM)	36 400
Étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la Banque européenne d'investissement à l'appui des infrastructures dans les pays voisins du Sud	245 000
Étude sur le renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays voisins du Sud	148 870
TOTAL 2015	502 170



CAMENA – Soutien aux actions en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'une des propositions formulées par le Comité ministériel de la FEMIP lors de sa réunion d'Athènes, en avril 2014, concernait l'élaboration, par la Banque, d'un instrument ciblé sur la lutte contre les changements climatiques dans les pays voisins du Sud. Un tel instrument aiderait la Banque à respecter son engagement transversal à soutenir l'action pour le climat dans le cadre de sa stratégie régionale pour la Méditerranée, telle qu'approuvée par les ministres lors de cette réunion.

La BEI, en partenariat avec le ministère britannique du développement international, a mis au point un nouvel outil complet pour soutenir l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cet outil, appelé CAMENA, est une enveloppe constituée au sein du Fonds fiduciaire de la FEMIP, initialement dotée de 15 millions de GBP versés par le Royaume-Uni à

l'appui d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités.

Le rôle de la CAMENA est de combler l'insuffisance de aides non remboursables dédiées à la planification et à la préparation des projets à un stade précoce ou de petite envergure afin d'aider ces projets à devenir bancables. La CAMENA, dont les fonds peuvent être également alloués à des opérations de type apports de fonds propres, offre un cadre cohérent et intégré pour compléter l'éventail relativement fragmentaire des instruments financiers actuellement disponibles pour l'action en faveur du climat dans la région.

Grâce au repérage et au développement de nouveaux projets en faveur du climat, doublés d'interventions visant à renforcer les capacités des établissements publics et privés dans les pays voisins du Sud, la CAMENA œuvre en faveur des réductions d'émissions, d'une résilience climatique accrue, d'une sécurité énergétique renforcée, de cadres réglementaires améliorés et de la création de nouveaux emplois verts tout en catalysant les soutiens des donateurs vers de nouvelles actions en faveur du climat. La CAMENA contribue à la croissance et à la stabilité économiques générales ; elle est ainsi en parfaite cohérence avec la transition vers une gouvernance plus stable et inclusive dans la région.

La valeur ajoutée de la CAMENA est double : d'une part, elle aide à produire et à catalyser un large portefeuille d'investissements dans le domaine climatique et, d'autre part, elle contribue à l'intégration des considérations climatiques et au renforcement des capacités en matière climatique dans l'ensemble du portefeuille d'investissements de la BEI dans les pays partenaires méditerranéens. Les activités visant à la fois l'atténuation et l'adaptation – qui sont complexes, intégrées et dont la préparation est généralement difficile – voient leurs perspectives de soutien et de mise en œuvre accrues grâce à la CAMENA. La CAMENA est également ouverte à des contributions supplémentaires de donateurs intéressés.

Réalisations de la CAMENA

- Sélection des projets
- Aide à la préparation et à la mise en œuvre des projets
- Intégration systématique de l'action en faveur du climat dans des projets diversifiés
- Renforcement des capacités d'un ensemble d'intermédiaires financiers, d'emprunteurs du secteur public et d'autres parties prenantes afin de garantir une meilleure élaboration des projets liés à l'action en faveur du climat
- Activités en amont liées aux services de conseil et aux investissements dans le domaine climatique



Enveloppe destinée à l'investissement d'impact

Approuvée par les donateurs du FFF en 2014, l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact permet à la Banque d'étendre la gamme des instruments de financement des activités entrepreneuriales et d'étudier des projets du secteur privé susceptibles d'avoir un impact important sur le développement, mais que la Banque, du fait du profil de risques, ne serait pas normalement en mesure d'accompagner. L'enveloppe cible les apports de fonds propres, les garanties ou les investissements basés sur l'emprunt qui poursuivent des objectifs spécifiques de développement, d'innovation ou d'ordre social.

Un premier investissement – un prêt subordonné de 1 million d'EUR octroyé à l'**institution de microfinance TAYSIR en Tunisie** – a été approuvé et signé en 2014. Il s'agit, pour la BEI, de sa première opération d'appui à la création d'une nouvelle IMF, avec un objectif d'impact social ciblant les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes entrepreneurs.

CoopMed : un instrument de financement innovant pour la Méditerranée

Objectifs :

- portefeuille de 20 millions d'EUR répartis sur 15 investissements dans la région Méditerranée ;
- soutien au secteur naissant des coopératives et à l'économie sociale.

État d'avancement :

- projet signé le 4 septembre 2015 (2 millions d'EUR).

CoopMed au 31 décembre 2015 :

- actionnaires solides et engagés ;
- première levée de fonds achevée ;
- premières opérations soumises à l'approbation de la Banque.

Taysir : une nouvelle IMF tunisienne

Objectifs :

- seuil de rentabilité à fin 2018 ;
- 25 000 clients et un portefeuille de 60 millions de TND d'ici fin 2018.

État d'avancement :

- projet signé le 3 décembre 2014 (1 million d'EUR).

Taysir au 31 décembre 2015 :

- 4 succursales ouvertes ; > 3 000 prêts actifs ;
- portefeuille de 6 millions de TND ; produits innovants.

Approuvé et signé en 2015, le **projet CoopMed** est la deuxième opération d'impact du FFF. Il consiste en la souscription, à concurrence de 2 millions d'EUR, de la tranche mezzanine d'obligations émises par le fonds d'investissement CoopMed, qui soutient l'inclusion financière dans les pays voisins du Sud. CoopMed octroiera des financements à long terme et stables, principalement sous forme de prêts subordonnés, aux institutions de microfinance et à d'autres intermédiaires financiers en vue de renforcer leur structure de financement et de les encourager à développer leurs activités de prêts au bénéfice des microentreprises, des coopératives, des entreprises du secteur de l'économie sociale et des initiatives économiques conduites par des ONG.

Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville

Le Partenariat de Deauville¹ œuvre en faveur de la transition politique et économique en Égypte, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Jordanie et au Yémen. Le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) a été créé pour apporter des services de conseil aux pays de la région afin de les aider à entreprendre les réformes politiques nécessaires pour construire des économies plus inclusives et transparentes, stimuler les échanges commerciaux et l'intégration dans la région et instaurer un environnement propice à l'expansion du secteur privé.

Au 31 décembre 2015, les contributions versées au Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord s'élevaient à **215,9 millions d'USD**. Plus de 21 millions d'EUR (25 millions d'USD) avaient ainsi été accordés à cinq programmes de conseils techniques conduits par la BEI dans la région des pays voisins du Sud : **LOGISMED Soft** (Égypte, Maroc, Tunisie); **TRANSTRAC** (Jordanie, Égypte, Maroc, Tunisie); **Programme de croissance pour les PME en Jordanie**, **Finance mobile** (Jordanie, Égypte, Maroc) et **Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi en Tunisie** (Tunisie).

Projets conduits par la BEI et approuvés par le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville

Pour plus d'informations sur ce nouveau mandat, veuillez vous reporter à l'annexe 4.

Projet	Objectif
Programme de croissance pour les PME en Jordanie	Le projet est destiné à soutenir et à accompagner des jeunes pousses et des PME en Jordanie, en privilégiant les entreprises de croissance à forte valeur pour accroître la productivité et la compétitivité par l'innovation. Pour la BEI, ce projet offre l'occasion d'associer des instruments non financiers au financement des PME, via l'accompagnement et le mentorat des entrepreneurs.
LOGISMED	Améliorer l'organisation et les performances du secteur logistique tant au niveau national que régional. Faciliter la construction et l'exploitation de plateformes logistiques euro-méditerranéennes. Faciliter les échanges commerciaux entre les pays voisins du Sud et avec l'Union européenne.
Finance mobile	Sur la base des constats d'une précédente étude financée par le FFF, apporter un soutien ciblé aux banques centrales de la région afin de promouvoir le développement de solutions de paiement de détail innovantes telles que les services financiers mobiles, qui favoriseront un meilleur accès aux services financiers dans toute la région.
TRANSTRAC	TRANSTRAC est destiné à réduire les barrières au commerce et aux transports et à améliorer les infrastructures dans les corridors commerciaux prioritaires des pays concernés.
Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi	Ce projet vise à estimer l'impact (qualitatif et quantitatif) des investissements publics dans les infrastructures sur la création d'emplois en mettant en place un système de gestion de l'information et, à partir des constats, à concevoir de meilleurs projets, susceptibles de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

¹ <https://www.menatransitionfund.org/>

Répartition financière

Projet par pays	Égypte	Jordanie	Maroc	Tunisie	Total général
Programme de croissance pour les PME en Jordanie		3 850 000			3 850 000
LOGISMED	1 565 403		1 565 403	1 565 000	4 695 806
Finance mobile	891 000	426 000	392 000		1 709 000
TRANSTRAC	4 230 000	2 630 000	3 550 000	3 800 000	14 210 000
Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructures sur l'emploi				609 500	609 500
Total	6 686 403	6 906 000	5 507 403	5 974 500	25 074 306



Programmes du Fonds fiduciaire de la FEMIP axés sur le renforcement des capacités



Programme de stages de la FEMIP

Depuis sa création en 2007, le Programme de stages de la BEI-FEMIP a accueilli 95 jeunes professionnels originaires des pays voisins du Sud. Il vise à apporter une forte contribution au développement professionnel des stagiaires tout en bénéficiant de leur expertise et de leur connaissance des pays voisins du Sud.

Chaque année, la BEI offre à de jeunes ressortissants des pays voisins du Sud l'opportunité de participer au programme à son siège à Luxembourg ou dans un de ses bureaux externes – les stages allant de trois à

douze mois. En 2015, la Banque a accueilli **huit nouveaux stagiaires**.

Grâce à ce programme de stages, les participants ont pu renforcer leurs compétences dans différents domaines allant de la finance au droit et à l'analyse des politiques et développer leur expertise professionnelle dans un environnement de travail international et multiculturel. Ce programme aide les stagiaires à amorcer de belles carrières dans leur pays et dans l'UE, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Les tableaux suivants présentent les statistiques relatives aux stages de la FEMIP au 31 décembre 2015 :

En raison de son fort impact pour tous les participants, le programme de stages de la FEMIP est de plus en plus apprécié chaque année.

Pour les jeunes stagiaires, le programme ouvre de nouvelles perspectives et peut donner une impulsion fondamentale à leur carrière.



Répartition par direction	
Secrétariat général	14
Direction des opérations	41
Direction des projets	25
Direction des finances	4
Direction de la conformité	4
Direction de la gestion des risques	1
Direction Gestion et restructuration des transactions	4
Institut BEI	2
TOTAL	95

Répartition par pays d'origine	
Pays FEMIP	Nbre de stagiaires
Algérie	3
Gaza-Cisjordanie	4
Égypte	12
Israël	0
Jordanie	3
Liban	4
Maroc	29
Syrie	5
Tunisie	10
Turquie	25
TOTAL	95

Témoignages de stagiaires de la FEMIP



« La BEI est un environnement multiculturel au sein duquel chacun voit ses idées valorisées, encouragées et respectées. Cette expérience formatrice a été un encouragement pour ma carrière professionnelle et pour mon développement personnel. En fait, je souhaite me spécialiser dans le domaine du développement international et plus précisément dans l'accès des pays en développement aux financements. »

Khadija BERRADA
(juillet 2015 - juin 2016), Maroc

« Ce stage à la FEMIP est une des rares expériences totalement positives que la vie peut nous offrir : une structure large et flexible, des équipes internationales, un environnement studieux et détendu et la possibilité d'être aux premières loges des projets qui ont le plus d'impact dans le monde. Je quitterai la BEI avec des valises remplies de vêtements d'hiver, des souvenirs durables d'amis et de collègues et un précieux sentiment de clarté, sachant que cette expérience a été déterminante pour mon avenir. »

Marouen LETAIEF
(octobre 2015 - avril 2016), Tunisie





« Le stage de la FEMIP est une précieuse expérience internationale qui offre l'opportunité de travailler avec des professionnels talentueux et totalement investis dans leur travail. C'est un environnement de travail stimulant et passionnant. »

Salma ADYEL
(octobre 2015 - mars 2016), Algérie

Programme de détachements de la FEMIP

Afin de renforcer les capacités humaines et les partenariats dans les pays voisins du Sud et de diversifier au maximum l'expertise dont elle peut disposer pour ses propres opérations dans cette région, la BEI accueille du personnel détaché originaire aussi bien des pays voisins du Sud que de l'UE dans le cadre de deux programmes financés par le FFF.

Personnel détaché originaire des pays voisins du Sud

Doté de 500 000 EUR pour la période 2013-2016, le programme de détachements de la FEMIP permet à des professionnels expérimentés du secteur public et privé des pays voisins du Sud de rejoindre les équipes de la BEI à Luxembourg pour des périodes allant jusqu'à deux ans. La Banque ne fixe aucun quota géographique ou de parité, mais elle a pour objectif d'atteindre l'équilibre dans la représentation du personnel en détachement au terme de la phase pilote, en 2016.

Depuis le lancement du programme en 2013, la BEI a accueilli trois personnes détachées par l'Égypte et la Palestine auprès de la direction des opérations, en qualité de chargés de mission, et une quatrième personne détachée par la Tunisie (qui a rejoint la Banque en décembre 2015), qui travaille en tant que chargé de cofinancement. En 2015, une procédure a été lancée afin de recruter quatre travailleurs détachés supplémentaires.

Outre leurs compétences professionnelles, ces personnes apportent la connaissance de leur environnement national, qui est précieuse pour les opérations de la Banque dans les pays voisins du Sud. En contrepartie, elles développent leurs capacités professionnelles et leur connaissances des opérations de prêt. À leur retour dans leurs institutions respectives, les relations entre les institutions sources et la BEI seront renforcées.

Personnel détaché originaire de l'UE

Afin de renforcer la coopération de la BEI avec les institutions financières de développement et les banques publiques de l'UE, une autre initiative dotée d'un financement approuvé de 300 000 EUR a été mise en place dans le cadre du FFF pour encourager l'échange de personnel entre ces partenaires européens.

En vertu de la composante « détachements ciblés » de cette initiative, les personnels détachés originaires de l'UE travaillent au sein de la Banque pendant une période allant jusqu'à trois ans pour soutenir les activités communes, tant en amont que dans le cadre de projets menés dans les pays voisins du Sud. Depuis le lancement du programme en 2013, deux personnes originaires de l'UE ont été détachées dans ce cadre au sein de la direction des opérations, l'un des détachements s'étant achevé en 2014.



Activités publiques en 2015



Plateforme de coordination des IFI dans le cadre du Partenariat de Deauville

La BEI a assumé un rôle moteur au sein de la plateforme de coordination des IFI du Partenariat de Deauville, dont elle a assuré le secrétariat en 2015. Outre les réunions de travail organisées tout au long de l'année, celle-ci a été marquée par un événement que la BEI a coordonné avec le Fonds arabe de développement économique et social afin de faciliter de nouveaux échanges entre les IFI et les fonds arabes. Cette rencontre, le premier Forum sur la coopération internationale organisé au Koweït en novembre 2015, a réuni des représentants des fonds arabes et de plusieurs organisations internationales en vue d'amorcer le dialogue entre ces partenaires.

Les principaux résultats obtenus en 2015 sont les suivants :

établissement de relations avec le Groupe de coordination arabe ;

rapport, au cours de l'automne 2015, au Partenariat de Deauville sur les réalisations et les possibles étapes suivantes du partenariat ;

développement de la plateforme en tant que forum pour évoquer et traiter la situation en rapide évolution, notamment la crise des réfugiés.



Février 2015

Luxembourg – Transfert de la plateforme de Deauville à la BEI

28 avril 2015

Conférence de haut niveau G7 – Partenariat de Deauville – Inclusion financière responsable pour l'inclusion sociale et la stabilité

18-22 mai 2015

Comité directeur du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Septembre 2015

Atelier de Barcelone sur les services financiers mobiles

Septembre 2015

Conférence du G7 sur la création d'emplois, associée à une réunion des hauts responsables

Octobre 2015

Lima – Réunion en marge des assemblées annuelles d'automne de la Banque mondiale et du FMI



7-8 décembre 2015

Comité directeur du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, au Caire

Atelier sur le thème

« Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays voisins du Sud »

Abou Dhabi, 21 janvier 2015

La BEI, en collaboration avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), a animé un atelier le 21 janvier 2015 à Abou Dabi (en marge de la semaine du développement durable à Abou Dhabi) pour présenter et examiner les constats préliminaires d'une étude cofinancée par le FFF et IRENA sur le potentiel de production d'énergies renouvelables en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

Des représentants des gouvernements de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, ainsi que des représentants d'organisations internationales et régionales (CESAO, Ligue arabe, RCREEE, UpM, GWEC, REN21, GIZ) et d'entreprises du secteur privé marocain et tunisien ont participé à cet atelier.

Séminaire BEI-OIT sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la BEI à l'appui des infrastructures dans les pays voisins du Sud

Luxembourg, 11 mars 2015

Dans le prolongement de précédents ateliers régionaux, un séminaire a été organisé le 11 mars 2015 à Luxembourg afin de partager les principaux résultats de l'étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la BEI à l'appui des infrastructures dans les pays voisins du Sud. Les méthodologies employées dans l'étude pour évaluer l'incidence sur le marché du travail d'une sélection de projets de la BEI à l'appui des infrastructures dans les secteurs des transports et de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement ont été présentées ; cette présentation a été suivie d'une session consacrée aux résultats d'études de cas et de microévaluations en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie et sur les recommandations pour l'avenir. La dernière session a été consacrée aux premiers retours d'expérience présentés lors d'un atelier régional organisé à Rabat en novembre 2014 ainsi que les actions que la Banque envisage dans le prolongement de l'étude, notamment une opération de suivi en Tunisie, financée au titre du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville.

15^e conférence de la FEMIP – « Innovation, esprit d'entreprise et emplois : financer des investissements pionniers dans les pays voisins du Sud »

Luxembourg, 26 octobre 2015

Le 26 octobre, quelque 170 personnes originaires de toute l'UE et de ses pays voisins du Sud ont participé à la 15^e conférence de la FEMIP. Réunis au siège de la BEI à Luxembourg, les participants ont échangé sur le thème « Innovation, esprit d'entreprise et emploi : financer des investissements pionniers dans le bassin méditerranéen ». Organisée par la BEI en coopération avec le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et la présidence luxembourgeoise de l'UE, cette manifestation s'est déroulée la veille de la réunion des hauts responsables de l'UpM. Dans leurs discours d'ouverture, des représentants de haut niveau des trois partenaires ont souligné le rôle majeur des PME dans les économies des pays voisins du Sud.



Initiative « Space for Med » en marge de la semaine économique des pays voisins du Sud

Marseille, 5 novembre 2015

En novembre 2015, la BEI et l'Agence spatiale européenne (ESA) ont présenté les résultats de leur coopération « Space for Med » dans les pays voisins du Sud à Marseille (France), à l'occasion de la Semaine économique de la Méditerranée.

Des experts de différents secteurs ont présenté des études prometteuses, les discussions s'étant portées plus particulièrement sur les moyens, pour les entreprises de technologies de l'Union européenne, d'être plus proches des besoins et des opportunités de marché au Maghreb et au Proche-Orient.

Cette initiative s'appuie sur le programme de promotion des applications intégrées de l'ESA, destiné à offrir de nouveaux services innovants en étroite partenariat avec les utilisateurs finaux, ainsi que sur l'expérience de la BEI en matière d'innovation et de financement des technologies spatiales. Depuis deux ans et demi, elle promeut l'utilisation et l'extension d'applications faisant appel à une combinaison de capacités et d'aptitudes spatiales et terrestres.

Conférence « Financement d'investissements dans les pays voisins et partenaires »

Berlin, 19 mars 2015

Le 19 mars, en collaboration avec la KfW et la BDI, la BEI a organisé une conférence sur le financement de projets dans les pays voisins et en développement. Les discours d'ouverture ont été prononcés par Wilhelm Molterer, vice-président de la BEI, et Christian Murach, membre du directoire de la banque KfW-Ipex.



Comme d'autres événements analogues organisés dans d'autres pays, cette conférence avait pour objectif d'optimiser les possibilités offertes aux entreprises allemandes de contribuer au développement international par l'intermédiaire de la BEI et d'institutions homologues. Les présentations et les exposés inscrits au programme de la conférence ont permis aux participants de mieux connaître toute la gamme de produits financiers et de services de conseils techniques proposés par la BEI.



Objectifs de la BEI en matière de prêts

Pour l'avenir, la Banque espère continuer à jouer son rôle de grand bailleur de fonds dans les pays voisins du Sud en privilégiant deux domaines d'activité : **le financement d'infrastructures** et **l'appui au secteur privé**, tout en renforçant son action sur deux priorités intersectorielles : **l'atténuation des changements climatiques** et **l'adaptation à leurs effets**, un intérêt stratégique que partagent les pays partenaires voisins du Sud et l'Union européenne, et **l'appui à l'intégration régionale**, par le biais d'investissements d'infrastructures et de soutiens aux investissements directs étrangers.

Les événements récents tels le printemps arabe, la crise syrienne et les flux de réfugiés qui en résultent laissent à penser que la mobilisation de ressources complémentaires est une condition *sine qua non* pour soutenir le développement économique, la résilience économique à long terme et les créations d'emplois. C'est pourquoi la BEI continuera à financer des investissements dans les infrastructures (y compris municipales), les transports, l'énergie (énergies renouvelables comprises), l'expansion du secteur privé (entrepreneuriat, emploi, PME et microfinance), l'eau et l'assainissement, le développement urbain, la gestion des déchets, l'éducation et la santé, ainsi que l'agroalimentaire dans la région. **Dans les cinq prochaines années, le volume total des prêts devrait dépasser 15 milliards d'EUR (PPM, Turquie¹), dont plus de 12,5 milliards d'EUR en faveur de la Turquie, de la Jordanie, du Liban et de l'Égypte.**

Objectifs du FFF

Les interventions du FFF peuvent contribuer de manière considérable à la qualité et à la durabilité des investissements de la BEI dans les pays partenaires voisins du Sud en 2016 et au-delà.

Étant donné l'importance des besoins d'investissements dans la région, une augmentation de la demande d'assistance technique, de financements à taux préférentiel et d'atténuation des risques est à prévoir ;

c'est pourquoi la Banque prévoit d'**accroître ses activités dans le cadre du FFF** en 2016.

L'expansion de la réserve de projets accroît la demande de ressources du FFF ; pour y répondre, la Banque s'efforcera de **lever 35 millions d'EUR supplémentaires pour couvrir les besoins des projets sur la période 2016-2020.**

Toujours dans le contexte d'une demande accrue, des efforts seront faits pour assurer une programmation minutieuse et hiérarchiser les interventions d'assistance technique du FFF **en privilégiant les soutiens offrant la plus forte valeur ajoutée, par exemple :**

- conception de projets, contrôle qualité et conseils techniques dans le secteur des infrastructures, en particulier les mesures d'efficacité énergétique, les audits de sécurité et les gains environnementaux ;
- apport de nouvelles connaissances aux pays qui ont signé des accord de libre-échange approfondi et complet avec l'UE et facilitation de la transition vers une structure des échanges davantage tournée vers l'UE, le rapprochement des législations et la convergence vers les normes et principes de l'UE ;
- projets porteurs de gains d'efficacité et de retombées économiques positives. La promotion, par des investissements, de l'égalité des sexes, de l'inclusion économique et du bien-être social sera renforcée dans les futures activités du FFF ;
- conformément à ses objectifs ambitieux dans le domaine du changement climatique (la Banque compte porter de 25 % à 35 % la proportion de prêts soutenant des investissements dans le domaine du climat dans les pays en développement), les projets d'action en faveur du climat demeureront prioritaires et seront ciblés sur tous les secteurs de l'activité du Fonds fiduciaire de la FEMIP.

¹ La Turquie ne fait pas partie des PPM, mais elle est incluse ici en raison de son importance pour la réponse à la crise des réfugiés.

Des efforts seront faits pour une meilleure complémentarité du FFF avec d'autres sources de financement. La coopération entre les donateurs et les IFI par le biais du panachage des aides non remboursables à l'investissement et à l'assistance technique avec les prêts et les opérations de capital-risque revêt une importance croissante dans le financement du développement. Une adéquation satisfaisante des financements disponibles auprès de différentes sources doit être assurée afin d'accroître les flux financiers en faveur du développement.

La BEI prévoit de renforcer la visibilité du FFF et l'information sur ses réalisations, aux fins desquelles de nouvelles activités de communication sont envisagées

en 2016 et au-delà. Une meilleure communication devrait favoriser une coopération plus étroite entre les donateurs et les clients de la BEI, ce qui peut aboutir à une approche plus coordonnée, stratégique et à long terme de l'assistance technique et de la planification des investissements.

Face à la **crise des réfugiés**, qui a largement touché les pays voisins du Sud, la Banque travaillera en étroite coopération avec les donateurs et ses clients pour évaluer la situation et y répondre dans le cadre de ses mandats actuels. Elle s'efforcera d'accroître la résilience économique des différents pays, le rôle du FFF étant de soutenir son travail dans ce domaine.





Annexe 1

Opérations approuvées au titre du FFF

(au 31 décembre 2015)

Au 31 décembre 2015, **65 opérations** étaient en préparation, en cours ou achevées :

- 46 opérations achevées : 14,7 millions d'EUR signés et 14,19 millions d'EUR décaissés
- 15 opérations en cours de réalisation : 17,3 millions d'EUR signés et 5,56 millions d'EUR partiellement décaissés
- 4 opérations en préparation : 2,3 millions d'EUR approuvés et non encore signés

N°	Pays	Titre	Secteur	Promoteur	Budget approuvé (en milliers d'EUR)	Montant signé	Montant décaissé	% décaissé	Type d'assistance
Opérations achevées					17 342,69	15 832,20	15 731,92		
1	Opération régionale	Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés	Finances	BEI	198,00	197,85	197,85	100 %	Étude (autre)
2	Opération régionale	Programmes d'appui au secteur financier – METAC I et II – 1 ^{re} phase	Finances	BEI, FMI	500,00	500,00	500,00	100 %	AT (autre)
		2 ^e phase			500,00	500,00	500,00	100 %	
3	Algérie	Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur	Finance	BEI, ministère des finances	195,00	195,00	195,00	100 %	Étude (autre)
4	Maroc	Étude sur les moyens de promouvoir l'épargne privée à long terme	Finance	BEI, ministère des finances	180,00	183,42	179,74	98 %	Étude (autre)
5	Opération régionale	Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plateformes logistiques	Transports	BEI	597,39	597,39	597,39	100 %	Étude (PP)
6	Opération régionale	Mécanisme pour un développement propre (MDP) – sélection des projets dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	BEI	195,00	195,00	172,56	88 %	Étude
7	Opération régionale	Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique	Énergie	BEI	189,00	189,05	189,05	100 %	Étude
8	Opération régionale	Analyse des stratégies et des politiques de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	PME	BEI	200,00	200,00	198,66	99 %	Étude
9	Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu	Environnement et changements climatiques	BEI	180,00	180,00	180,00	100 %	Étude
10	Opération régionale	Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens	Finance	BEI	80,00	80,00	80,00	100 %	Étude
11	Opération régionale	Potentiel de production de biocarburant dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	BEI	200,00	199,00	173,53	87 %	Étude
12	Opération régionale	Examen de l'impact économique et social de la microfinance	Finance	BEI	70,00	70,00	70,00	100 %	Étude
13	Tunisie	AT relative au fonds d'amorçage tunisien	Finance	BEI, min. fin., CDC	125,00	125,00	125,00	100 %	AT
14	Opération régionale	Stratégies pour la revitalisation des médinas en Méditerranée	Aménagement urbain	BEI	185,00	160,95	160,95	100 %	Étude
15	Maroc	Gestion et exploitation sur le mode du secteur privé des systèmes publics d'irrigation dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : mise au point d'un modèle expérimental au Maroc	Environnement et eau	ORMVA 1	1 000,00	581,36	581,36	100 %	AT

N°	Pays	Titre	Secteur	Promoteur	Budget approuvé (en milliers d'EUR)	Montant signé	Montant décaissé	% décaissé	Type d'assistance
16	Opération régionale	Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture	Environnement et eau	BEI	200,00	200,00	200,00	100 %	Étude
17	Tunisie	Adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés : AT à l'Union tunisienne de banques	Finance	UTB	489,50	489,50	489,50	100 %	AT
18	Opération régionale	Initiative méditerranéenne de développement des entreprises	PME	BEI	200,00	198,98	198,45	100 %	Étude
19	Jordanie	Plan directeur pour les autoroutes	Transports	Gouv. de la Jordanie	2 093,30	2 093,30	2 093,30	100 %	AT
20	Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu II	Énergie et tourisme	BEI	850,00	850,00	850,00	100 %	AT
21	Tunisie	Assistance technique Investisseurs providentiels	Énergie	BEI	350,00	189,16	186,85	99 %	Étude
22	Opération régionale	Plan solaire méditerranéen	Énergie	BEI	350,00	189,16	186,85	99 %	Étude
23	Maroc	Réseau d'incubateurs (RMIE)	PME	BEI	300,00	284,72	279,00	98 %	AT
24	Maroc	Opération de rénovation urbaine dans la médina de Meknès	Aménagement urbain	BEI/Al Omrane	400,00	395,00	395,00	100 %	Étude
25	Territoires palestiniens	Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises de TIC	RDI	BEI	194,60	194,60	194,60	100 %	AT
26	Opération régionale	Accès au haut débit dans les pays de la FEMIP	RDI	BEI	500,00	499,00	493,00	99 %	Étude
27	Opération régionale	Autoroutes maritimes	Transports	BEI	165,00	157,50	157,55	100 %	Étude
28	Opération régionale	Programme d'investissement « Médina 2030 »	Aménagement urbain	BEI et CDC	400,00	480,00	480,00	100 %	AT
29	Tunisie	Défis liés à la compétitivité et à l'emploi en Tunisie	Tous secteurs	BEI	185,00	177,23	177,23	100 %	AT
30	Opération régionale	Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens	Finance	BEI	190,00	190,00	190,00	100 %	Étude
31	Opération régionale	Les services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens	Finance	BEI	160,00	159,00	159,00	100 %	Étude
32	Égypte	Étude de préparation et de réalisation des projets dans le cadre du programme de développement local intégré et durable (ISCDP)	Aménagement urbain	BEI	199,90	138,00	138,00	100 %	Étude
33	Opération régionale	Étude de sélection de projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen	Aménagement urbain	BEI	250,00	250,00	250,00	100 %	Étude
34	Tunisie	Fonds de capital d'amorçage	Finance	BEI, Caisse des dépôts, Tunisie	2 000,00	1 775,00	1 775,00	100 %	Capital-risque
35	Opération régionale	Cadres juridiques des PPP dans les pays de la FEMIP	Tous secteurs	BEI	750,00	675,00	675,00	100 %	Étude
		Services du FTFO-EPEC (2011) pour les PPP dans les PPM			80,00	80,00	80,00	100 %	
36	Opération régionale	Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en milieu urbain dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	BEI	200,00	167,27	167,27	100 %	AT
37	Opération régionale	Le potentiel de la mésofinance dans la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens	Finance	BEI	199,00	189,00	189,00	100 %	Étude
38	Opération régionale	Étude sur la facilitation de l'accès des PME aux marchés de capital de croissance via des Bourses dédiées aux PME (initiative SMEx)	Finance et MPME	BEI	25,00	25,00	25,00	100 %	Étude

N°	Pays	Titre	Secteur	Promoteur	Budget approuvé (en milliers d'EUR)	Montant signé	Montant décaissé	% décaissé	Type d'assistance
39	Opération régionale	Soutien à la diffusion des activités financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP dans la région	Tous secteurs	BEI	35,00	35,00	35,00	100 %	Étude
40	Opération régionale	Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC)	Finance et MPME	BEI et Promos	250,00	250,00	236,78	95 %	AT
41	Opération régionale	Accord de coopération entre la BEI et le FEMISE	Tous secteurs	BEI, FEMISE	400,00	400,00	400,00	100 %	Études
42	Opération régionale	Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelables dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	BEI et Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) avec une contribution de 25 000 USD	71,00	52,93	52,93	100 %	Étude
					19,00	18,08	18,08	100 %	
43	Opération régionale	Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM)	Capital humain	BEI	37,00	36,40	36,40	100 %	Étude préalable
44	Opération régionale	Étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la BEI à l'appui des infrastructures dans les pays partenaires méditerranéens	Tous secteurs	BEI	245,00	245,00	231,17	94 %	Étude
45	Opération régionale	Étude sur le renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens	PME	BEI	150,00	148,87	148,87	100 %	Étude
46	Opération régionale	Réseau de plateformes logistiques euroméditerranéennes LOGISMED : Lot 2.A (Tunisie) Lot 2 B (Maroc)	Transport	BEI	1 000,00	237,50	237,50	100 %	Étude de faisabilité
						237,50	237,50	100 %	
Opérations engagées (partiellement décaissées)					21 460,00	19 658,76	5 959,61	30 %	
47	Opération régionale	Guichet de diffusion des études du FFF	Tous secteurs	BEI	450,00	450,00	315,36	70 %	Séminaires
48	Opération régionale	Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau (contribution au Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (MCM))	Tous secteurs	BEI	500,00	500,00	468,50	70 %	AT
49	Territoires palestiniens	Middle East Venture Capital Fund	RDI	BEI	5 000,00	5 000,00	1 463,30	29 %	Capital-risque (prêt à l'investissement)
50	Opération régionale	Programme de stages de la FEMIP (Phase I) (Phase II) (Phase III)	Capital humain	BEI	700,00	700,00	700,00	100 %	Renforcement des capacités
					400,00	400,00	400,00	100 %	
					410,00	410,00	5,83	1 %	
51	Opération régionale	Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP : Action I (a) Action I (b) Action II Action III	Tous secteurs	BEI	400,00	400,00	400,00	100 %	AT
					500,00	425,00	275,00	65 %	
					765,00	760,00	219,63	29 %	
					35,00	35,00	35,00	100 %	
52	Tunisie	Renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED)	Finance	BEI	4 000,00	4 000,00	800,00	20 %	AT
53	Opération régionale	« Space for Med » en coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA)	Tous secteurs	BEI et ESA	500,00	500,00	300,00	60 %	AT
54	Opération régionale	Programme de détachements de la FEMIP	Capital humain	BEI	500,00	500,00	143,99	29 %	AT
55	Tunisie	Renforcement de la réglementation et des compétences institutionnelles relatives au capital-investissement en Tunisie	Finance	BEI et AFD	100,00	100,00	-	0 %	AT

N°	Pays	Titre	Secteur	Promoteur	Budget approuvé (en milliers d'EUR)	Montant signé	Montant décaissé	% décaissé	Type d'assistance			
56	Opération régionale	Renforcement de la coopération avec les agences bilatérales européennes et les banques publiques dans le cadre des initiatives conjointes dans les pays partenaires méditerranéens :	Tous secteurs	BEI	400,00	40,00		0 %	Étude			
		(1) Élaboration d'études conjointes et opérations d'assistance technique										
		(2) Soutien aux activités conjointes de renforcement des capacités dans la région						40,00		0 %		
		(3) Détachements ciblés						180,00		120,00	67 %	
		(4) Conception et mise en œuvre d'événements de diffusion conjoints			40,00		0 %					
57	Tunisie	Taysir – Prêt subordonné à une nouvelle IMF tunisienne (au titre de l'enveloppe pour l'investissement d'impact)	Finance et secteur privé	BEI/Taysir	1 000,00	1 000,00	-	0 %	Capital-risque (prêt à l'investissement en monnaie locale)			
58	Opération régionale	Services de conseils techniques à l'appui des accélérateurs d'entreprises dans la région de la FEMIP	RDI (TIC)	BEI	1 200	1 188	283,00	24 %	AT (PP – préparation de projets)			
59	Opération régionale	COOPMED – Participation dans un fonds de dette soutenant la microfinance et l'économie sociale dans le bassin méditerranéen	Finance et MPME	BEI et CoopMed	2 000	2 000	-	0 %	Capital-risque (prêt à l'investissement)			
60	Opération régionale	Accroître les incidences du Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud (« SNAP-T »)	Transports	BEI et Commission	2 000	-	-	0 %	AT (PP – préparation de projets)			
		Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte								320,00	0 %	
		Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte : supervision indépendante des travaux principaux								75,00	30,00	40 %
		Assistance technique aux fins de l'agrandissement et de l'amélioration fonctionnelle de l'aéroport international Tunis-Carthage										
61	Palestine	Préparation des installations de la centrale électrique associée à la principale usine de dessalement de Gaza (mise en œuvre du projet d'approvisionnement en eau de Gaza et de dessalement de l'eau de mer (phase A) (prolongation du contrat de service TA2012033 PS F10)	Énergies renouvelables (action en faveur du climat)	BEI, Commission européenne et Autorité palestinienne de l'eau	600	595,76		0	AT (PP – préparation de projets)			
Opérations approuvées non encore signées					1 250,00	-	-	0 %				
62	Opération régionale	Renforcement de l'impact du mécanisme d'appui à la préparation de projets en PPP (initiative MED 5P)	Tous secteurs	BEI	350,00	-	-	0 %	AT (Réalisation du projet)			
63	Opération régionale	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national dans les pays voisins du Sud – étude MAAN	Environnement (action en faveur du climat)	BEI	200,00	-	-	0 %	AT			
64	Maroc	Étude de faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire à haute performance entre Melloussa et Tétouan, incluant les impacts environnementaux et sociaux	Transports durables	Office National des Chemins de Fer (ONCF)	550,00	-						
65	Liban	AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban (prolongation du contrat TA2010047 LB F10)	Eau (action en faveur du climat)	Conseil du Développement et de la Reconstruction – Liban	150,00	-						

Annexe 2

Opérations approuvées en 2015

**CoopMed – (opération régionale)
« Participation dans un fonds de
prêts soutenant la microfinance et
l'économie sociale dans le bassin
méditerranéen »
(2 millions d'EUR)**

Pays : pays voisins du Sud

Bénéficiaires : microentreprises et petites entreprises
du secteur de l'économie sociale,
coopératives, travailleurs indépendants
à faibles revenus et initiatives
économiques conduites par des ONG

Secteur : secteur privé

Le projet consiste en la souscription, à concurrence de 2 millions d'EUR, de la tranche mezzanine d'obligations émises par le fonds d'investissement CoopMed, qui soutient l'inclusion financière dans les pays voisins du Sud. CoopMed octroiera des financements à long terme et stables, principalement sous forme de prêts subordonnés, à des institutions de microfinance et à d'autres intermédiaires financiers en vue de renforcer leur structure de financement et de les encourager à développer leurs activités de prêts aux microentreprises, aux coopératives, aux entreprises du secteur de l'économie sociale et aux initiatives économiques conduites par des ONG.

Il s'agit de la deuxième opération financée au titre de l'enveloppe pour l'investissement d'impact du FFF, un projet pilote consistant en des petits investissements du secteur privé poursuivant des objectifs de développement, d'innovation et d'ordre social.

Grâce au potentiel de l'économie sociale comme outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière, CoopMed devrait contribuer activement à la création d'emplois et au développement du secteur privé. Le financement de coopératives et d'investissements socialement responsables est très innovant dans les pays voisins du Sud et il n'existe à ce jour aucun instrument de ce type sur ce marché.

**Mesures d'atténuation appropriées au
niveau national dans les pays voisins du
Sud – étude MAAN (portée régionale)
0,3 million d'EUR**

Pays : Égypte, Jordanie, Liban, Maroc,
Palestine et Tunisie

Bénéficiaires : pays voisins du Sud

Secteur : environnement (action en faveur du
climat)

Dans le cadre de sa stratégie en matière d'action pour le climat, dotée d'un objectif annuel de 25 % des opérations s'inscrivant dans l'action en faveur



du climat, la BEI a conduit des recherches documentaires afin d'évaluer les possibilités d'accroître les volumes d'investissement dans le domaine du climat dans les pays voisins du Sud. Ces recherches se sont attachées à la notion de mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) et à la manière dont celles-ci peuvent être converties en réserve de projets bancables. S'appuyant sur les conclusions de ces recherches internes de la BEI, cette étude vise à faciliter la mise en œuvre de MAAN dans les pays voisins du Sud et à spécifier l'environnement nécessaire pour que les institutions financières internationales puissent financer les projets d'investissement correspondants. Cette étude s'attachera particulièrement à recenser les obstacles à la participation du secteur privé au financement de MAAN publiques afin de définir les moyens de renforcer cette participation. Cofinancée par l'Agence allemande de coopération internationale GIZ, elle proposera une approche intégrée de la mise en œuvre des projets MAAN dans la région et s'appuiera sur d'autres initiatives en cours.



Assistance technique à l'appui du projet South Lebanon Water and Wastewater (Liban) 0,15 million d'EUR

Pays : Liban
Bénéficiaire : Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR), Établissement des eaux du Liban-Sud (EELS)
Secteur : environnement, eau (action en faveur du climat)

Cette opération d'assistance technique vise à soutenir le promoteur et les autres institutions libanaises participant à la gestion, à la mise en œuvre et à l'exploitation initiale du projet d'investissement financé par la Banque européenne d'investissement pour l'usine de traitement des eaux usées de Sour.

Les objectifs de cette opération de soutien à la mise en œuvre du projet South Lebanon Wastewater sont les suivants :

- aider le CDR et l'EELS à accomplir leurs missions de gestion des phases de passation des marchés de construction et d'exploitation du projet d'assainissement du Liban-Sud (Sour) ;
- aider le CDR à remplir les conditions de décaissement du prêt de la BEI et à s'acquitter de ses obligations d'information ;
- aider les municipalités situées dans la zone du projet à concevoir les raccordements nécessaires entre les nouveaux systèmes de collecte primaire et secondaire et les systèmes d'égouts tertiaires locaux desservant les foyers, à passer les marchés correspondants et à construire les raccordements ;
- accompagner le développement institutionnel de l'EELS) par des conseils et une assistance à la création d'une division dédiée à l'assainissement et par le recrutement et la formation de professionnels pour gérer la collecte des eaux usées et les installations de traitement dans leur zone de compétence. Le SLWE devra confirmer par écrit que le service correspondant sera effectivement créé et doté de ressources humaines suffisantes ;
- former le personnel de SLWE à la supervision et à la gestion des installations d'assainissement achevées dans leur domaine de responsabilité.

Étude de faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire Melloussa-Tétouan (Maroc) 0,55 million d'EUR

Pays : **Maroc**

Bénéficiaires : **Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique (METL) et Office national des chemins de fer (ONCF)**

Secteur : **transports, environnement et changements climatiques**

Le projet comprend une étude relative à une nouvelle liaison ferroviaire à haute performance reliant Tanger à Tétouan à partir de Melloussa au Maroc. L'opération de conseils techniques aidera l'ONCF à définir un projet d'investissement optimal pour la composante finale du tracé atlantique entre Melloussa et Tétouan.

Un avant-projet sommaire accompagné d'une étude de faisabilité correspondante ainsi qu'une évaluation d'impact environnemental et social seront ainsi réalisés. Le début de la mise en œuvre de l'investissement est prévu en 2020. Une fois achevée, cette ligne permettra de rejoindre, via le tronçon reliant Tanger, la section méridionale de l'axe ferroviaire transMaghreb entre Agadir, Casablanca et Tanger et les sections ouest-est du réseau transméditerranéen de transport (TMN-T), à savoir Meknès, Fès et Oujda. L'étude formulera des propositions détaillées aux stades de la faisabilité et de l'avant-projet sommaire pour une nouvelle ligne performante entre Melloussa et Tétouan. Elle permettra de sélectionner un tracé pour optimiser les caractéristiques opérationnelles de la ligne et pour préparer les évaluations économiques et financières dudit tracé.



Gaza Desalination (Palestine) 0,6 million d'EUR

Pays : **Palestine**
Bénéficiaire : **Autorité palestinienne de l'eau**
Secteur : **énergies renouvelables (action en faveur du climat)**

Ce projet porte sur la passation des marchés relatifs à des centrales électriques hors site et sur site destinées à alimenter l'usine de dessalement centrale de Gaza. La particularité de ces centrales est qu'elles devront couvrir environ 60 % de la consommation électrique totale de l'usine de dessalement à partir d'énergies renouvelables. Ce projet impliquera la préparation de deux marchés distincts, l'un pour l'ingénierie, la fourniture d'équipements et la construction et l'autre pour l'exploitation et l'entretien. Il est prévu d'autre part de réaliser une étude de faisabilité de la centrale électrique hors site comprenant la préparation de l'étude d'impact environnemental et social.

Le projet contribuera à la sécurité de l'eau et de l'énergie à Gaza en fournissant une source d'énergie indépendante pour la plus grande source d'approvisionnement en eau de Gaza.



Annexe 3

Opérations achevées en 2015

Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays voisins du Sud

Pays : opération régionale

Bénéficiaires : pays voisins du Sud

Secteur : énergies renouvelables

Consultant : consultant individuel

Montant approuvé : 90 000 EUR
Montant signé : 71 900 EUR
Procédure d'appel d'offres : procédure négociée concurrentielle
Durée : 18 mois
Période de mise en œuvre : 16 avril 2014 – 15 octobre 2015

Contexte

Les pays voisins du Sud sont aujourd'hui confrontés à de formidables défis énergétiques liés à l'essor de la demande, à la sécurité des approvisionnements et à la soutenabilité environnementale. Selon les prévisions de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), la croissance de la demande d'énergie sera quatre fois plus forte dans les pays voisins du Sud que dans l'UE, un écart expliqué par les futures tendances démographiques de la région associées à la croissance de l'activité économique. Entretemps, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu que la région des pays voisins du Sud est particulièrement vulnérable aux impacts des changements climatiques.

Bien que des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets soient actuellement mises en place dans la région, toutes les possibilités de création d'« entreprises vertes » locales ne sont pas encore exploitées. Comme l'indique l'étude du FFF sur le financement des investissements dans le domaine des énergies renouvelables dans les régions de la Méditerranée méridionale et orientale et comme le confirment l'Initiative méditerranéenne (pour la lutte) contre les changements climatiques (MCCI) et le Plan solaire méditerranéen (PSM), seuls quelques pays partenaires méditerranéens (comme la Tunisie, le Maroc, la Jordanie)

ont établi des plans nationaux en matière d'énergies renouvelables pour montrer leur engagement en faveur d'une économie plus respectueuse de l'environnement.

Dans ce contexte, les nouvelles technologies, y compris pour les énergies renouvelables, pourraient être une des solutions pour créer les possibilités d'emploi dont la région a un besoin pressant et accroître la compétitivité des économies des pays voisins du Sud.

Selon l'étude du FFF sur le financement des investissements dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les PPM, cette région présente un potentiel considérable dans le domaine de l'énergie solaire et éolienne, qui peut contribuer à faire face à la croissance progressive de la demande en énergie et en eau, à améliorer la sécurité énergétique et à atténuer les impacts des changements climatiques. D'autres recherches montrent que, compte tenu de ce potentiel, la région pourrait devenir un des plus grands producteurs d'énergies renouvelables du monde.

Le potentiel de développement des énergies renouvelables dans les PPM suscite également un intérêt croissant auprès des dirigeants politiques et des producteurs d'électricité, à l'origine du lancement de plusieurs projets à fort retentissement et de plusieurs propositions d'initiatives régionales (MSP, MEDGRID, etc.). Par ailleurs, à côté des projets d'énergies renouvelables dans les PPM, un certain intérêt est également apparu pour encourager les filières locales d'énergies renouvelables, qui pourraient permettre de développer une économie verte durable ayant des incidences positives sur la création d'emplois et une valeur ajoutée pour les économies locales.

Objectifs et résultats

L'objectif général est d'évaluer la capacité de la région à attirer des investissements étrangers afin d'y développer la filière locale des énergies renouvelables.

Cette étude est cofinancée par la BEI, par l'intermédiaire du FFF, et l'Agence internationale pour les énergies

renouvelables (IRENA) afin d'évaluer la capacité d'un groupe de pays voisins du Sud à développer des filières locales de production d'énergies renouvelables. L'objectif était triple :

- évaluer le positionnement concurrentiel et le potentiel des PPM sélectionnés en matière de production de composantes clés des énergies renouvelables. Cette évaluation comprend l'analyse de la filière existante d'approvisionnement locale en énergies renouvelables et ses débouchés possibles à l'exportation ainsi que des nouveaux entrants potentiels – acteurs issus des secteurs industriels nationaux ou acteurs internationaux par le biais d'investissements directs étrangers ou d'une coopération technologique internationale ;
- recenser les carences de développement des capacités locales de production d'énergies renouvelables dans chacun des pays étudiés. Ce volet de l'étude nécessite d'analyser, pour chaque technologie, les obstacles au développement des capacités de production locales du point de vue des compétences et de la formation, de la complexité des procédés de production, du financement de modernisations de l'appareil industriel ou d'extensions de capacités, etc. ;
- formuler des recommandations à l'intention des parties prenantes publiques et des IFI actives dans les pays voisins du Sud en vue de soutenir le développement de capacités industrielles dans le secteur des énergies renouvelables.

Cette étude s'est attachée à trois PPM présentant un profil adapté du point de vue du potentiel de développement des énergies renouvelables : Égypte, Maroc et Tunisie. Ces trois pays ont été sélectionnés sur la base de trois grands critères :

- l'existence d'objectifs nationaux ambitieux, de politiques de soutien et de réalisations ;
- un solide potentiel de marché et une expérience des projets dans le secteur des énergies renouvelables ;
- l'appareil industriel local et le niveau des investissements dédiés aux énergies renouvelables.

L'étude se concentre sur les technologies liées aux énergies renouvelables pour lesquelles les pays pilotes sélectionnés bénéficient d'un solide avantage en matière de ressources naturelles, de taille potentielle du marché ou de performances des industries connexes. Compte tenu de ces critères, le photovoltaïque solaire, l'énergie solaire thermique à concentration et l'éolien terrestre ont été inclus dans le champ de l'étude.

Les insuffisances de développement des capacités locales de production d'énergies renouvelables dans chaque pays pilote ont été analysées par rapport à quatre grands facteurs de réussite :

- soutien politique fort visant à créer un marché stable à long terme ;
- acteurs locaux compétitifs sur le marché mondial ;
- solide potentiel d'innovation du secteur et main-d'œuvre qualifiée.

Conclusions

Les PPM enregistrent une forte croissance démographique associée à des revenus relativement faibles, une urbanisation rapide et d'importants besoins de développement socioéconomique. Ils sont également confrontés à d'importants défis énergétiques : l'OCDE prévoit que la demande d'énergie et la demande d'électricité dans la région MENA augmenteront respectivement d'environ 3 % et de 6 % par an sur la période 2010-2030. De nouvelles capacités de production d'énergie seront donc nécessaires pour satisfaire cette demande. En raison de la structure particulière des marchés de l'énergie, et surtout des prix intérieurs de l'énergie, il est à prévoir que ces capacités supplémentaires continueront à dépendre fortement des hydrocarbures.

Cependant, les énergies renouvelables représentent une solution de plus en plus attractive par rapport à la consommation de pétrole et de gaz au regard du solide potentiel offert par le déploiement de technologies d'énergies renouvelables dans les PPM, en particulier au plan des ressources solaires et éoliennes et de la disponibilité de terrains.

Elles offrent en outre des avantages socioéconomiques et sont perçues comme porteuses de diversification industrielle, de nouvelles activités dans la chaîne de valeur et de transferts de technologies, qui devraient créer d'importantes possibilités d'emploi pour la population croissante de la région.

¹ OCDE, Renewable Energies in the Middle East and North Africa: Policies to Support Private Investment, 2013.

Étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la BEI à l'appui des infrastructures dans les pays partenaires méditerranéens

Pays : **opération régionale**

Bénéficiaires : **pays voisins du Sud**

Secteur : **emploi**

Consultant : **consultant individuel**

Montant approuvé : 245 000 EUR
Montant signé : 245 000 EUR
Procédure d'appel d'offres : procédure négociée concurrentielle
Durée ¹ : 18 mois
Période de mise en œuvre : 1 ^{er} juin 2013 – 15 avril 2015

Contexte

Le printemps arabe et la gravité de la crise de l'emploi qui y a contribué ont amené la BEI à conduire une étude en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'impact qualitatif et quantitatif des projets d'infrastructure qu'elle soutient sur la création d'emplois dans les pays voisins du Sud.

Avant la crise économique mondiale, la plupart des PPM soutenus par la BEI enregistraient une croissance vigoureuse et ont conduit de fructueuses réformes économiques dans de nombreux secteurs, notamment celui des infrastructures. Cependant, cette croissance ne s'est pas traduite par des créations d'emplois suffisantes. Les pays ont également souffert de la récession mondiale en 2008 et, bien qu'on observe des signes encourageants de reprise de l'économie mondiale, l'OIT conclut, dans son rapport mondial sur l'emploi de 2014, que ces améliorations économiques ne suffiront pas à absorber les graves déséquilibres du marché du travail qui se sont accumulés ces dernières années : les politiques de développement actuelles ne génèrent pas suffisamment d'emplois pour la population en vive croissance et de nombreux travailleurs ne trouvent que des emplois précaires au sein de l'économie informelle.

Le chômage des jeunes, qui demeure parmi les plus élevés du monde, est un défi particulier dans les pays de la région. En outre, la crise des réfugiés syriens exerce de fortes pressions sur les ressources naturelles et les économies – y compris le marché du travail – de PPM comme la Jordanie et le Liban. Les effets sur les niveaux

de rémunération, les conditions de travail, le travail des enfants et l'informalisation accrue du marché du travail suscitent de fortes préoccupations.

Objectifs et résultats

La BEI et l'OIT ont entrepris une étude conjointe afin de recommander, à la BEI et à ses pays partenaires, des moyens d'optimiser les incidences des projets d'infrastructures du point de vue de la quantité et de la qualité des emplois créés.

On sait que les investissements d'infrastructures peuvent créer rapidement des emplois tout en fournissant une base pour une croissance future durable et inclusive. Dès lors, d'un point de vue politique, une meilleure compréhension des incidences de ces projets sur l'emploi peut améliorer les résultats des investissements.

L'objectif global de cette étude était de formuler un ensemble de recommandations pratiques sur la manière dont la BEI, en consultation avec ses pays partenaires, pourrait optimiser – compte tenu des contraintes existantes – l'impact des projets d'infrastructures du point de vue de la quantité et de la qualité des emplois créés.

L'objectif spécifique était de présenter une analyse approfondie des différentes incidences sur l'emploi des projets d'investissement financés par la BEI dans différents secteurs clés des infrastructures dans les quatre pays voisins du Sud sélectionnés et de recommander des solutions pour mieux évaluer et suivre les incidences de futurs investissements sur l'emploi.

Cette étude est structurée en deux parties. La première propose une analyse détaillée d'une sélection de projets réalisés dans quatre pays – l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie – dans quatre secteurs clés, à savoir les transports, l'énergie, l'assainissement et l'environnement. La seconde évalue les incidences en matière de création d'emplois indirects et induits en faisant appel à des techniques de modélisation macroéconomique utilisant un modèle d'entrées-sorties. L'étude se conclut sur un ensemble de recommandations pratiques concernant la façon dont la BEI et ses pays partenaires pourraient œuvrer pour optimiser les incidences des projets d'infrastructures sur l'emploi.

¹ Un avenant a été signé afin de prolonger la date finale de l'étude au 15.04.2015.

Une série d'ateliers ont été organisés pour définir les conclusions de l'étude avec les services de la BEI (Luxembourg, septembre 2014 et mars 2015) et les parties prenantes de la région (Rabat, novembre 2014 et Le Caire, avril 2015).

Conclusions

Le rapport final a été publié sur le site Internet de la BEI. Ses principales conclusions sont les suivantes :

- Sur la base de l'analyse d'une sélection de projets d'infrastructures de la BEI dans la région du Sud, l'étude conclut que les opérations de la BEI ont des effets importants sur l'emploi. En effet, la BEI contribue à créer chaque année des milliers d'emplois dans la région.
- Les investissements de la BEI créent non seulement des emplois directs dans le secteur de la construction ou de l'exploitation et de l'entretien, mais aussi des emplois indirects et induits dans la filière d'approvisionnement ainsi qu'une activité économique accrue.
- L'analyse macroéconomique constate que le nombre d'emplois indirects et induits créés grâce aux investissements de la BEI est souvent supérieur au nombre d'emplois directs.
- L'étude a également permis de vérifier la validité de la méthodologie de la BEI pour estimer les créations d'emplois directs hors de l'UE. En raison de l'absence de données appropriées sur certains paramètres comme les coûts du travail, certaines estimations reposent sur des données de l'UE ; il semble donc possible d'améliorer la méthodologie en définissant des données nationales représentatives qui seront utilisées dans les calculs.
- La méthodologie proposée pour estimer les créations d'emplois indirects pourrait potentiellement, sous réserve de la constitution de base de données et de modèles appropriés dans les pays concernés, être appliquée à différents pays ou à d'autres secteurs afin de mieux appréhender les liens entre les investissements de la BEI et les incidences générales à long terme sur l'emploi.

Lors de l'atelier régional de restitution organisé à Rabat, le ministère de l'équipement tunisien a exprimé un intérêt pour la poursuite de travaux relatifs à l'incidence des



projets d'infrastructure sur l'emploi. Plus précisément, le ministère souhaite mettre au point un outil simple et standardisé de suivi et d'information sur l'emploi et trouver des solutions pour optimiser les incidences sur l'emploi tout au long du cycle des projets. Une proposition de financement de ces travaux a été approuvée en décembre 2015 par le Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville et la Banque travaille actuellement avec l'OIT et les autorités tunisiennes pour mettre en œuvre le projet.

¹ <http://www.eib.org/infocentre/publications/all/ftf-study-on-the-employment-impact-of-eib-infrastructure-investments.htm?lang=fr>

Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM)¹

Pays : opération régionale
Bénéficiaires : pays voisins du Sud
Secteur : énergies renouvelables
Consultant : consultant individuel

Montant approuvé : 37 000 EUR
Montant signé : 36 400 EUR
Procédure d'appel d'offres : procédure négociée concurrentielle
Durée : 14 mois
Période de mise en œuvre : 11 juillet 2014 - 18 septembre 2015

Contexte

Le soutien à l'économie de la connaissance et à l'innovation fait partie des grandes priorités de la FEMIP. La BEI soutient financièrement la création de parcs et de fonds technologiques afin de promouvoir l'innovation dans la région, en accordant une attention particulière aux institutions et aux mécanismes essentiels pour favoriser l'innovation, notamment par le biais de projets et d'assistance technique en amont sous l'égide du Centre pour l'intégration en Méditerranée. La BEI étudie également la possibilité de s'appuyer sur la diaspora des pays voisins du Sud installée en Europe, qui pourrait avoir un impact substantiel sur le développement des pays d'origine.

L'assistance technique proposée est conforme aux objectifs du mandat de la FEMIP relatif au développement des PME et au soutien à l'innovation dans la région du Sud. Le soutien à l'économie de la connaissance, ainsi que la recherche, le développement et l'innovation font partie des grandes priorités de la FEMIP. La BEI-FEMIP fournit un soutien financier au développement de parcs et de fonds technologiques afin de promouvoir l'innovation dans la région, en accordant une attention particulière aux institutions et mécanismes essentiels pour favoriser l'innovation, notamment par le biais de PME en phase de démarrage, comme les incubateurs d'entreprises en vertu du Programme BEI-CMI sur l'innovation. La BEI-FEMIP soutient également l'établissement du premier réseau d'investisseurs providentiels des pays voisins du Sud et aide à promouvoir les entreprises innovantes.

Objectifs et résultats

L'objectif global de ce programme d'assistance technique est d'évaluer la possibilité d'amplifier un programme destiné à aider les migrants très qualifiés qui vivent dans l'UE à créer des jeunes pousses innovantes dans leur pays d'origine et à soutenir la croissance inclusive et durable, l'innovation et la création d'emplois dans les pays voisins du Sud.

Le Programme PACEIM actuel a été mis en place en 2009 par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un institut de recherche public français dont la mission est de soutenir la recherche à l'étranger et dans les pays en développement. Son objectif est de favoriser la croissance inclusive et durable, l'innovation et la création d'emplois dans les pays voisins du Sud en s'appuyant sur la co-incubation et le cofinancement par des partenaires du Nord et du Sud.

Les projets innovants sont sélectionnés au moyen d'un appel à propositions ciblant les étudiants marocains, tunisiens, algériens ou libanais inscrits dans un programme de deuxième cycle ou de doctorat dans des universités françaises. Une fois sélectionnés, les lauréats définissent avec l'IRD une feuille de route comprenant le développement du concept via un procédé d'incubation en France, suivi d'une incubation dans le pays d'origine. Ils reçoivent un soutien juridique, financier et technique des partenaires du programme pendant une durée maximale d'un an. Chaque projet bénéficie d'un financement allant jusqu'à 35 000 EUR (25 000 EUR financés par l'IRD et 10 000 EUR financés par les points focaux dans le pays d'origine). Le programme est ouvert à tous les secteurs (énergie, pharmacie, santé, cosmétique, biotechnologies, ressources agricoles et agroalimentaires, environnement, services aux entreprises, technologies de l'information et systèmes d'information).

L'objectif d'expansion du programme PACEIM dans d'autres États membres de l'UE et dans les pays voisins du Sud pourrait conduire à la création d'environ 300 entreprises innovantes dans le bassin méditerranéen avec un taux de survie estimatif de 80 %. Les objectifs de l'assistance technique fournie étaient les suivants :

- analyser les flux de migrants très qualifiés et la taille de la diaspora dans les pays voisins du Sud ;

- analyser la répartition des migrants entre les pays européens ;
 - évaluer le nombre de candidats désireux de créer des entreprises technologiques dans leur pays d'origine ;
 - déterminer les agences ou les opérateurs compétents dans les pays européens pour soutenir ces entrepreneurs hautement qualifiés ;
 - déterminer les agences ou opérateurs compétents pour localiser, recenser, mobiliser et accompagner ces entrepreneurs dans les pays voisins du Sud ;
 - identifier le dispositif de gestion et les sources de financement potentielles pour l'expansion du programme PACEIM.
- liste analytique des agences ou des opérateurs compétents dans les pays européens pour soutenir un programme PACEIM plus vaste ;
 - liste analytique des agences ou opérateurs compétents pour localiser, recenser, mobiliser et accompagner ces entrepreneurs dans les pays voisins du Sud ;
 - liste des sources potentielles de financement pour l'expansion du programme PACEIM ;
 - recommandations sur la structure de direction du programme.

Les résultats sont les suivants :

- analyse quantitative et qualitative des flux de migrants très qualifiés originaires des pays voisins du Sud à destination de l'Europe ;
- analyse des candidats potentiels à la création d'entreprises technologiques dans leurs pays d'origine ;



Conclusions

Les membres de la diaspora en provenance du voisinage du Sud installés en Europe pourraient exercer une forte influence sur le développement de leur pays d'origine, sachant que l'objectif général est de soutenir une croissance inclusive durable, l'innovation et la création d'emplois dans les pays voisins du Sud.

Cette étude examine la possibilité d'étendre le programme PACEIM à des migrants hautement qualifiés vivant en Allemagne, en Espagne, en Italie, au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens, ainsi que d'élargir le nombre de pays partenaires pour y inclure la Jordanie, l'Égypte et la Palestine.

Elle propose un cadre permettant de soutenir la consolidation des entreprises innovantes du secteur privé dans les PPM. Ses conclusions montrent que plus d'un million de professionnels hautement qualifiés appartenant à la diaspora des PPM vivent en Europe et représentent un potentiel pour le PACEIM. Elle suggère en outre plusieurs défis sociaux et économiques dans la région méditerranéenne – la création de services numériques, de villes intelligentes, de services globaux répondant à une population en évolution et l'entrepreneuriat social – pour mobiliser les professionnels de la diaspora.

¹ Le rapport final a été publié sur le site Internet de la BEI : <http://www.eib.org/infocentre/publications/all/ftf-extending-paceim-to-mobilise-mediterranean-diaspora-entrepreneurs-in-europe.htm>



Annexe 4

Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : liste complète des projets en portefeuille

Nom	Description de l'opération d'AT	Montant (en EUR)
Égypte	Poste-frontière d'El Salloum : plan directeur et conception finale	500 000
Égypte	Promotion de l'inclusion financière via les services financiers mobiles	748 500
Jordanie	Mise à jour du schéma directeur et estimation de coûts : poste-frontière Jordanie-Irak (Al-Karamah)	70 000
Maroc	Étude de faisabilité des options de développement de l'offre portuaire dans la région d'Agadir	778 000
Tunisie	Assistance technique pour la préparation de la modernisation et du développement des installations de deux postes-frontières sur la frontière Tunisie-Algérie (Bouchebka et Malloula)	299 000
Tunisie	Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi en Tunisie	430 000
Région MENA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord : renforcement des institutions et des capacités dans le secteur des transports	500 000
Jordanie	Assistance technique pour la réfection et la modernisation des routes R15 et R65 en Jordanie	1 132 400
Jordanie	Programme jordanien de croissance des petites et moyennes entreprises (PME)	2 623 400
Jordanie	Promotion de l'inclusion financière via les services financiers mobiles	329 598
Maroc	Étude d'une rocade centrale : RN8 Fès – Marrakech – étude de faisabilité et avant-projet sommaire	548 300
Maroc	Services financiers mobiles et services de paiement au Maroc : étude internationale de la réglementation et appui à la Banque centrale	248 500
Maroc	Assistance technique pour la supervision d'études portant sur des modèles régionaux de plateformes logistiques – Royaume du Maroc	49 500
Tunisie	Étude de corridors stratégiques « Est-Ouest » reliant les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid et Gafsa aux gouvernorats de Sfax et Gabès	770 000
Tunisie	Assistance technique pour la facilitation des flux commerciaux grâce au développement des ports et de la logistique	700 000
Tunisie	Étude de faisabilité portant sur la rénovation de la liaison ferroviaire Kalaa Sghira – Khazzazia – Kairouan	256 679
Égypte, Maroc et Tunisie	Assistance technique aux ministères chargés de la logistique en Égypte, au Maroc et en Tunisie pour la mise en œuvre de la première phase de l'initiative régionale Logismed Soft	1 931 843
Région MENA	Région MENA : programme d'action relatif à la sécurité routière	535 800
Total des projets approuvés		12 451 520

Annexe 5.

États financiers abrégés

BILAN

au 31 décembre 2015

(en milliers d'EUR)

	Notes	31.12.2015	31.12.2014
ACTIF			
Trésorerie et équivalents	4	50 188	32 209
Investissements en capital-risque	6	2 581	1 461
Autres éléments de l'actif	7	407	208
Total de l'actif		53 176	33 878
PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS			
PASSIF			
Autres éléments du passif	10	8	8
Dettes envers les tiers	8	752	669
Contributions de tiers	9	15 476	3 285
Total du passif		16 236	3 962
RESSOURCES DES DONATEURS			
Contributions	11	53 890	46 639
Bénéfices non répartis		-16 950	-16 723
Total des ressources des donateurs		36 940	29 916
Total du passif et des ressources des donateurs		53 176	33 878

COMPTE DE RÉSULTAT

pour l'exercice clos au 31 décembre 2015

(en milliers d'EUR)

	Notes	Du 01.01.2015 au 31.12.2015	Du 01.01.2014 au 31.12.2014
Intérêts et produits assimilés		-	1
Gain net sur les investissements du EIB Unitary Fund	5	-	16
Gain net sur les investissements de capital-risque	6	571	-
Gain de change net		450	952
Autres produits	14	394	-
Total des produits d'exploitation		1 415	969
Projets financés	12	-1 553	-1 414
Perte nette sur les investissements de capital-risque	6	-	-546
Charges administratives générales	13	-81	-33
Autres frais	15	-8	-8
Total des charges d'exploitation		-1 642	-2 001
Gain net (perte nette) de l'exercice		-227	-1 032

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

© EIB Library, © Shutterstock, © kateafter / Shutterstock.com, © EuropeAID, © AfDB/BAD, © Geraldine Bruneel,
© ADM, © Al Majmoua, © SES Astra S.A., © RedekProcyk/iStock, © IDE Technologies, © AfDB/BAD, © G8/ATBEI

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Présentation : EIB GraphicTeam.

Imprimé par l'Imprimerie centrale sur MagnoSatin au moyen d'encre à base d'huiles végétales, sur papier composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées) et certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC).





**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Bureau d'information

+352 4379-22000

+352 4379-62000

info@bei.org

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

+352 437704

www.bei.org/ftf

Contacts opérationnels

Christoph Kuhn

Directeur du département

Gestion des mandats

+352 4379-87324

c.kuhn@bei.org

Heinz Olbers

Directeur du département

Pays voisins

+352 4379-87313

h.olbers@bei.org

Anders Risberg

Chef de la division Fonds

fiduciaires et panachage

de ressources

+352 4379-86626

a.risberg@bei.org

Dionysios Kaskarelis

Chef de l'unité Fonds

fiduciaires et partenariats

de financement

+352 4379-86108

d.kaskarelis@bei.org

Pays voisins du Sud et Fonds fiduciaire de la FEMIP

Rapport annuel 2015

